

## Etude prospective de l'agriculture marocaine à l'horizon 2030, une synthèse bibliographique

Dans cette étude prospective de l'agriculture marocaine à l'horizon 2030, les analyses, le contenu sont fortement intéressants et aussi vu qu'elle soulève de nombreux points, enjeux, orientations très similaires à ceux de l'agriculture Tunisienne.

En effet, les auteurs après analyse, présentent 3 scénarios plausibles.. Ces trois scénarios sont d'abord le “**scénario de l'ouverture subie**”, puis celui du “**scénario de l'ouverture accélérée**” et en dernier lieu le “**scénario de l'ouverture maîtrisée**”. Le scénario de “l'ouverture subie” suppose que l'ouverture se fasse selon les rythmes prévus par les accords déjà signés de libre-échange et les progrès de la négociation internationale et que les politiques demeurent surtout “réactives”.

En conclusion, ils avancent que des scénarios intermédiaires, partiels, différents ou évolutifs seraient possibles.

L'Union du Maghreb Arabe pourrait devenir un cadre de coopération important. La réalisation du 3<sup>ème</sup> scénario semble le plus plausible et le plus profitable pour le Maroc et pour le Grand Maghreb qui dispose de la capacité nécessaire à apporter des solutions pertinentes aux problèmes communs, ceux des méthodes du développement rural durable, de l'économie et de la valorisation de l'eau agricole, de l'organisation en réseau de la formation et de la recherche agronomique, de la promotion sur les marchés mondiaux de certains produits agricoles, du suivi de l'état des ressources et milieux naturels, etc. Des complémentarités économiques indirectes importantes sont aussi possibles.

C'est cet appel à l'Union, à la solidarité, à l'association et l'unification des stratégies agricoles pour une stratégie commune maghrébine en vue d'un avenir meilleur que nous réalisons cet article.

Ainsi, les pays de l'Union du Maghreb Arabe pourraient avec l'UE dialoguer globalement mieux que de le faire indépendamment pays par pays.

Le 3<sup>ème</sup> scénario (page 65) de « l'ouverture maîtrisée » est plus profitable pour le Maroc selon les auteurs. Il est celui du développement rural et d'une agriculture plurielle adaptée aux spécificités du pays, à ses fragilités comme à ses atouts. Il invite à une certaine évolution du modèle de croissance actuel du pays, il interpelle les autres secteurs d'activité et suppose une meilleure intégration des dimensions économiques, sociales, environnementales et culturelles du développement. Ce scénario, demande aussi un repositionnement du rôle de l'Etat et une meilleure déconcentration et convergence d'action. Il suppose la progressivité de la libéralisation, la définition et l'adoption de stratégies collectives et la montée en capacité des acteurs et systèmes institutionnels pour soutenir la croissance, assurer la durabilité des ressources naturelles et maintenir les cohésions.

Finalemnt, c'est le scénario d'une nouvelle gouvernance et qui dans ce cas de figure, engendrerait une forte probabilité importante que **les produits méditerranéens de terroir labellisés auraient été fortement promus et valorisés peuvent représenter quelques 20 à 30 % de la production en 2030.**

Ainsi, le lecteur comprend à travers cette étude que nous nous acheminons en majorité et en quelques sortes vers une spécialisation par pays sur des productions agricoles déjà existantes adaptées et encrées aux traditions, spécifiques non seulement au pays mais surtout aux régions, et divers climats de ces dernières et à leurs sols. Elles répondent bien aux nécessités du développement durable et se détachant des produits communs que tout un chacun peut produire et très exigeantes en ressources naturelles.

En Tunisie l'APIA (Agence de Promotion des Investissements Agricoles en chef de file avec d'autres institutions relevant du ministère a beaucoup travaillé sur cet aspect et le meilleur exemple actuel est celui du Projet PAMPAT qui a donné naissance à des produits de terroir, à des appellations d'origine contrôlée et protégée, à la création de sociétés mutuelles de services, un autre aspect à appuyer en Tunisie pour protéger les agriculteurs de l'ouverture des marchés afin de faire survivre leurs activités et unir leurs efforts pour remporter les défis de demain. En Tunisie, et avec l'augmentation du nombre de petits exploitants et des exploitations familiales, mieux vaut être solidaire que solitaire dans cette ouverture mondialisée.

Pour en revenir à cette étude et entériné ce que nous venons juste de dire, le Maroc dispose actuellement d'une excellente expérience en ce domaine (30% de ses agriculteurs sont mutualisés contre seulement 10% en Tunisie). Ces SMSA ont de nombreux avantages qui feront certainement l'objet d'une autre synthèse bibliographique. Il est à noter que le projet a appuyé la création de site internet pour ces SMSA, insérant ainsi le numérique (sites web, pages Facebook...) et tous ses avantages pour mieux valoriser les produits de terroir.

Un des progrès majeurs impliqués par le scénario de "l'ouverture maîtrisée" concerne la valorisation de l'eau. En effet, le passage à une gestion efficace et économe de la demande en eau aura en effet permis d'accroître d'une façon très significative, peut être de 80%, la valeur ajoutée créée par m<sup>3</sup> d'eau mobilisé. Un tel progrès est possible, mais il demande des mesures très fortes et bien coordonnées. Cette nouvelle gestion de l'eau aurait notamment encouragé des progrès structurels notables vers une agriculture de précision très valorisée selon les auteurs. Elle aurait été aussi accompagnée par le développement d'un ensemble d'outils spécifiques en matière d'incitations, de tarification, d'organisation et de partenariats.

Il est noter qu'une étude en deux tomes a été réalisée en Tunisie sur la marge brute du m<sup>3</sup> d'eau par culture.(lien) pouvant servir à l'aide à la décision dans ce sens.(Tomes [1](#) et [2](#) de la marge en DT de l'eau selon les cultures).

Cependant, au Maroc comme en Tunisie, en dépit de son importance stratégique et de ses progrès depuis l'Indépendance, force est de constater que les performances de l'agriculture restent encore insuffisantes et que son évolution est encore possible. La productivité par actif et par hectare reste parmi les plus faibles de la région, la balance commerciale agricole est généralement déficitaire à part les années de grande production simultanée d'huile d'olive et de dattes pour la Tunisie. En outre, depuis quelques années, l'irrégularité de la production risque de devenir problématique (intensification) car plutôt insensible aux impératifs de l'environnement.

L'étude avance aussi ceci : « Les écarts de productivité entre pays industrialisés et pays en développement sont devenus tels qu'ils peuvent rendre bien problématique une libéralisation équitable du commerce agricole ».

C'est dans ce contexte que le Maroc doit faire face à l'ouverture sur les marchés internationaux. Le Maroc est en effet résolument engagé dans une politique d'ouverture dans le cadre de son ambition de réussir le triple pari de la libéralisation, de l'insertion la plus avantageuse pour sa croissance dans les chaînes de valeurs internationales et du développement humain durable. Face à ce triple pari, l'ouverture comporte de toute évidence des risques certains. Elle peut en effet être la cause d'un creusement des déséquilibres régionaux, d'une accentuation de la pauvreté rurale et de bouleversements environnementaux ; elle peut avoir de graves conséquences sur les finances publiques et sur la problématique de l'émigration. De nombreux autres exemples montrent cependant que la mondialisation peut être aussi l'occasion de progrès structurels pour l'agriculture. L'ouverture, selon la façon dont elle sera gérée et accompagnée, pourra avoir des effets très contrastés.

L'analyse comparée des pays méditerranéens permet d'affirmer qu'un renouveau agricole et rural est possible. Le Maroc comme la Tunisie disposent en effet d'atouts forts par rapport aux autres pays de la rive Sud, et la demande en produits méditerranéens de qualité est croissante.

Quant au scénario (1) ou L'ouverture est donc "subie", même si elle reste partielle, les autres changements, en particulier ceux qui touchent au climat, aux modes de vie, aux conflits d'usage sur l'eau, sont également peu anticipés. Les distorsions ne sont pas corrigées, les institutions évoluent peu, la mise à niveau agricole reste partielle, la durabilité demeure peu intégrée et les politiques de développement rural et d'aménagement du territoire insuffisantes.

Les conséquences possibles d'un tel scénario ne sont pas très encourageantes. On devrait notamment assister au creusement du dualisme agricole en même temps qu'à la disparition de nombreuses exploitations qui ne pourront pas faire face à la mondialisation. Une forte aggravation des dégradations environnementales est également probable. L'utilisation de l'eau resterait peu économe et peu efficace, et une crise de l'eau deviendrait de plus en plus probable. La désertification s'accroîtrait également avec, parmi d'autres conséquences, une accélération de la vitesse d'envasement des retenues des barrages. L'ère de l'après-barrage commencerait ainsi nettement avant la fin du siècle. Ajouté à cela, les auteurs avancent que la volatilité de la croissance agricole se verrait encore accrue, la création d'emplois ruraux non agricoles resterait par ailleurs minime. De telles évolutions approfondiraient les inégalités et la pauvreté rurale.

Certes un peu dures et crues les conclusions de ce scénario avancent que les mécanismes de sauvegarde qui avaient joué dans le passé ne pourront plus fonctionner de la même façon et surtout qu'une crise majeure deviendrait fortement possible, entraînant une régression du secteur agricole, une dégradation accrue de l'environnement et une reprise massive de l'exode rural avec ses effets probables d'instabilité urbaine et politique.

Le scénario (2) de "l'ouverture accélérée" envisage selon cette étude une ouverture accélérée avec la mise en œuvre de politiques ultralibérales, corrigées en partie par des filets de protection sociale. L'expérience mexicaine donne un exemple particulièrement pertinent d'une telle approche. L'agriculture est considérée sous son seul angle productif, comme une production parmi d'autres, et le marché, devenu le principal acteur du changement, est chargé d'assurer l'insertion compétitive du système productif dans la mondialisation.

Répondant aux pressions du marché, le Maroc décide une déprotection des céréales et des viandes rouges. Les réformes favorisent la disparition des filières non rentables. La durabilité est peu prise en compte et aucun effort d'importance n'est fait pour mettre en place les nécessaires politiques d'aménagement du territoire et de développement rural. On doit cependant créer des filets sociaux pour amortir le choc subi par les perdants de la libéralisation. Les conséquences possibles d'un tel scénario apparaissent loin d'être les plus souhaitables pour le Maroc. Le retrait de l'Etat laisserait les acteurs économiques et la concurrence internationale

Ce scénario favoriserait ainsi la formation d'une agriculture très capitaliste et les simulations montrent que le recul du blé et des productions de l'élevage, lait et viandes rouges, pourrait être très élevé.

Plus inquiétant selon cette étude est que le nombre de perdants serait par contre considérable, car la libéralisation accélérée entraînerait une forte concentration géographique de la production dans les zones les plus favorables et délaissant les zones moins favorables. Ainsi, la réduction de la population agricole pourrait être massive. La forte reprise de l'exode rural obligerait à repenser totalement les hypothèses de croissance urbaine. L'alternative pourrait être de mettre en place des freins pour contenir la population en zone rurale, mais une telle politique sociale aurait pour effet négatif de détourner les ressources publiques de leurs

emplois productifs. Si on se réfère à l'exemple du Mexique, le coût d'une telle politique pourrait s'avérer insurmontable, le Maroc comme la Tunisie ne disposant pas, comme ce pays, de ressources pétrolières pour le financer.

Pour conclure ce scénario aurait, enfin, des conséquences environnementales contrastées par l'urbanisation et l'évolution des modes de vie entraîneraient à l'horizon 2030 une de terres agricoles, cédées à l'habitat et aux infrastructures.

Comme dans le scénario (1), on verrait se profiler une profonde crise de l'eau. En revanche, l'exode rural aurait pour effet de réduire la pression sur les terres marginales et donc de réduire quelque peu la désertification.

## **Conclusion**

Pour le Maroc et très certainement pour la Tunisie, le troisième scénario, celui d'une "ouverture maîtrisée", correspond à un développement plus harmonieux des tendances qui pourraient s'installer durablement car il se fonde sur un nouveau pacte agricole et rural.

Il prend en compte l'ouverture et la libéralisation mais en gérant la progressivité par une transition, progressive mais déterminée, vers une économie rurale diversifiée et une agriculture plurielle, compétitive et durable.

Les politiques agricoles seraient modulées en permanence par des approches adaptatives. Les défaillances de marché et de gouvernance seraient corrigées en tenant compte des enjeux sociaux, environnementaux et territoriaux.

## **Bibliographie**

IRESA et ESA-Moghrane (2015) : Projet EVSAT-CAD : Recueil des fiches technico-économiques observées des principales cultures pratiquées en Tunisie [Tome 1](#) et [Tome 2](#).

PAMPAT 2 (2021) : [Produits de terroir en Tunisie](#)

Prospective Maroc 2030 : [Agriculture Maroc 2030 quels avenir ?](#)